



**Intervention de Philippe MARTINEZ  
Inauguration de l'exposition « 40 ans de l'IHS »  
Mardi 14 juin 2022**

Chers et chères camarades,

Chers et chères ami.e.s,

Je vous remercie de votre présence pour célébrer cet anniversaire.

A la suite des mots prononcés par Gilbert, permettez-moi de livrer à cette belle assistance quelques réflexions sur l'histoire et en lien avec cette science, sur le travail réalisé par notre IHS CGT et par les instituts qui au fil des années se sont créés dans les départements, les régions et les fédérations.

Je souhaite en premier lieu saluer la mémoire de celui qui a pensé la création d'un Institut d'Histoire Sociale de la CGT, qui l'a fondé et fut donc son premier président, Georges Séguy. Comme l'a exprimé Gilbert, Georges a eu dès l'approche de la fin de ses mandats de Secrétaire général de la CGT, cette idée lumineuse de créer au sein de la CGT cette association ayant à la fois la vocation de travailler sur l'histoire du mouvement ouvrier et de veiller au collectage et la conservation de nos archives.

Bien entendu, le déménagement du siège de la CGT fut un élément essentiel de cette réflexion concernant nos archives, mais je pense que Georges avait aussi pris la mesure qu'une méconnaissance de l'histoire, était un handicap majeur dans le parcours militant de chaque syndiqué.

C'est dans sa riche vie d'engagement et fort des expériences acquises que Georges Séguy a forgé cette idée que la CGT, ses militants avaient pour devoir de réaliser un travail sérieux et rigoureux sur l'histoire du mouvement ouvrier et de leur organisation.

Loin de moi l'idée de dénigrer le travail des enseignants qui du primaire à l'université, dans des conditions souvent très difficiles, font en sorte que notre jeunesse soit instruite de cette science sociale. Mais nous devons constater que les programmes scolaires sont souvent dictés par des choix politiques avec des moyens bien peu adaptés.

D'autre part, l'entrée dans la vie professionnelle, à quelque âge que ce soit, ne doit pas être une barrière mettant fin à l'éducation. Chaque salarié, doit avoir tout au long de sa vie accès à des connaissances nouvelles et gagner son émancipation par la culture.

En ce sens, l'IHS CGT et les instituts du national au local, par leurs travaux sur l'histoire, par cette collaboration fructueuse construite avec des universitaires, par leurs différentes initiatives, publications, expositions contribuent à réaliser cette éducation ouvrière qui

constituaient ne l'oublions pas une ambition majeure des bourses du travail dès les origines du syndicalisme.

Fernand Pelloutier le traduisait ainsi en 1898, « ce qu'il manque à l'ouvrier, c'est la science de son malheur ; c'est de connaître les causes de sa servitude ; c'est de pouvoir discerner contre qui doivent être dirigés ses coups. ».

Il estimait un an plus tard que les ouvriers devaient être « les amants passionnés de la culture de soi-même. ». Ces réflexions du 1<sup>er</sup> dirigeant de la fédération des bourses du travail en 1895, sont d'une actualité brûlante.

Nous avons dans la période que nous traversons à relever de grands défis et celui de la formation à l'histoire tient une place importante dans les combats que nous avons à mener. Le système éducatif véhicule une lecture de l'histoire souvent très malsaine sous l'emprise d'un pouvoir politique qui s'est engagé avec détermination dans une bataille révisionniste pour ne pas dire abolitionniste de l'histoire dans le seul but de servir les tenants du capital.

Des résistances s'organisent, notamment dans le secteur de l'éducation, contre ces politiques dont les ambitions visent un remodelage de la société. Mais la CGT doit tenir son rôle dans ce combat. Nous avons nos propres responsabilités pour développer un travail éducatif sur les questions historiques. Il ne peut y avoir de travail syndical efficace, de réflexion saine face aux sujets d'actualité, si nous ne sommes pas capables de rattacher en permanence les questionnements du présent à leurs racines historiques.

Les classes dominantes l'ont très bien compris et utilisent tous les moyens en leur possession pour canaliser l'accession aux connaissances aux seules fins de leur utilité productive et pour ce faire rompre ces racines. Il nous appartient donc de bâtir des contre-feux et la manière que nous aurons de penser cette dimension de l'enseignement de l'histoire dans nos formations syndicales participera de cette bataille.

La lutte des classes que beaucoup de nos opposants souhaitent enterrer y compris par l'enseignement, se joue donc également et avec force sur ce terrain-là.

Faisant référence à René Mouriaux qui a rédigé cette brochure pour l'IHS CGT sous le titre « L'histoire, un combat syndical », il est une évidence que nous avons le devoir de traiter l'histoire comme un élément fondamental de la culture syndicale.

La période électorale que nous traversons a montré une fois encore à quel point nos ennemis de classe ont cette capacité d'instrumentaliser l'histoire. Par des références fausses, par des interprétations plus que douteuses, par des omissions sciemment calculées, leur seul but étant de manipuler par l'histoire la pensée d'un public qu'ils imaginent trop inculte pour décrypter leurs contre-vérités et leurs finalités.

Le travail sur l'histoire de nos instituts n'est pas de reproduire ces méthodes malsaines ni de construire une démarche véhiculant une vérité qui nous serait propre. Au contraire, la volonté de nos associations est de produire un travail sur l'histoire avec un regard lucide sur le passé, à partir de ressources archivistiques, sans éviter la confrontation avec les scientifiques.

Nos Instituts produisent des études historiques sans fard car il est important de porter sur le passé un regard critique, de ne pas raconter l'histoire officielle, « de ne pas l'écrire avec une gomme » comme aime le rappeler Elyane Bressol.

Il ne faut avoir ni amnésie, ni nostalgie dans notre façon de relater les faits historiques et surtout il est important de toujours placer les événements historiques dans le contexte de leur avènement.

La CGT, le mouvement syndical peut revendiquer d'être à l'origine de nombreuses conquêtes sociales. Il y a des périodes glorieuses qui ne doivent pas être oubliées comme beaucoup le voudraient. Les militants d'aujourd'hui peuvent regarder l'histoire de notre organisation avec fierté. Mais cela ne doit pas nous conduire à occulter les moments plus difficiles, il est essentiel de montrer l'ombre et la lumière, d'identifier que la CGT a traversé l'histoire avec par moments des hésitations, à d'autres des erreurs d'appréciation, puis des jours plus glorieux et des rebonds. C'est bien ce que notre IHS CGT a voulu mettre en exergue par son cycle de conférences intitulé « sortir de crise ».

C'est l'étude de ces expériences bonnes ou moins bonnes qui est utile, à condition de chercher à comprendre le pourquoi et le comment, sans porter de jugement avec nos yeux du XXI<sup>e</sup> siècle. Comme l'a écrit Antoine Prost, « Rappeler un événement ne sert à rien, même pas à éviter qu'il se reproduise, si on ne l'explique pas ».

Je pense que cette conception du travail sur l'histoire participe du rayonnement de notre institut national et de son réseau bien au-delà de la CGT.

Il est important que ces efforts réalisés par les militants des instituts CGT d'histoire sociale permettent d'élargir le champ de connaissance du mouvement syndical, donnent l'opportunité à de jeunes universitaires de défricher de nouveaux espaces de recherches et livrent à différentes échelles toute la complexité de l'histoire sociale de notre pays.

C'est pourquoi, j'en viens au second objet du travail de nos instituts, celui de l'archivage. C'est une bonne chose, que les archives aient servi d'inspiration à la réalisation de cette exposition. Car si l'histoire est un combat syndical, les archives sont notre histoire car il n'y a pas d'étude historique sérieuse sans des ressources archivistiques de qualité. Cette exposition conçue à partir de documents classés et conservés par nos instituts montre de manière significative à la fois la richesse de nos fonds et l'intérêt que nous devons porter à la conservation de ce patrimoine d'une valeur inestimable.

Lors de sa création en 1895, le bureau confédéral était construit autour de trois piliers. Le secrétaire général n'était même pas une fonction identifiée, seules l'étaient celles de trésorier et d'archiviste. Il faut là aussi savoir mesurer la clairvoyance de nos aînés qui ont perçu dès la naissance de notre confédération qu'il y avait deux postes clefs de responsabilités, les finances et l'archivage.

En 1982, lors de la création de l'institut CGT d'histoire sociale, Georges Séguy et Marc Piolot, alors directeur du centre d'éducation ouvrière de la CGT, ont eux aussi pensé que le travail d'archivage était indissociable du travail sur l'histoire. Le service des archives et l'IHS CGT, ces deux entités créées simultanément sont intimement liées depuis leur origine et il paraît difficile d'imaginer les choses différemment.

En 1993, une convention de dépôts a été signée par Georges Séguéy avec ce qui était alors le Conseil Général et le centre d'archives départemental de Seine-Saint-Denis. Ce premier pas était un signe de reconnaissance de la qualité et de la richesse de nos fonds. Cette convention a été renouvelée et signée en juin 2018 en présence du Président du Conseil Départemental et de Mme la directrice des AD 93.

Ce partenariat est très important car il permet une ouverture encore plus large de nos archives vers des acteurs divers, étudiants, universitaires, chercheurs ou passionnés d'histoire sociale.

La campagne de sensibilisation aux archives qui a été lancée lors du CCN du mois de mai afin d'irriguer toutes nos structures syndicales marquent l'attachement de toutes et tous les dirigeant-e-s de notre organisation sur ce sujet.

Si en 1982, Georges Séguéy a eu comme souci le soin que la CGT devait porter à ses archives lors du déménagement de son siège, en 2022, notre préoccupation est double.

Il y a les nombreux déménagements de sièges de nos Unions Départementales et Unions Locales. Personne ici n'est censé ignorer que dans beaucoup trop de localités, des choix politiques sont réalisés visant à sortir les organisations syndicales des bourses du travail historiques sises au cœur des villes pour les délocaliser dans les périphéries.

Ces changements de lieu s'accompagnent bien souvent de combats syndicaux nécessaires pour que les organisations syndicales soient respectées dans leur droit. Chacun de ces déménagements est bien entendu un moment périlleux pour les archives même si les militants des IHS jouent leur rôle de gardien du patrimoine.

La seconde préoccupation porte sur les archives numériques qui constituent aujourd'hui l'essentiel de la production militante. En ce domaine également les risques sont majeurs si les supports de conservation sont peu fiables ou si les conditions de classement rendent ces archives difficilement exploitables.

Notre campagne de sensibilisation cible ces deux risques majeurs. C'est pourquoi nous souhaitons que chaque responsable, des syndicats à la confédération, prenne la mesure qu'archiver est un acte militant en leur donnant des méthodes et une formation adaptée à l'archivage numérique. Les militants des IHS contribuent à mener cette campagne et sont des acteurs importants pour aider les militant-e-s à adopter de bonnes pratiques.

Contrairement à nos anciens, toutes et tous n'ont pas conscience que les documents qu'elles et ils produisent quotidiennement, sont les archives de demain, et la production numérique est une des causes principales de cette perte de conscience.

40 ans, notre IHS CGT a atteint l'âge de raison, cette exposition majestueuse est un magnifique cadeau d'anniversaire.

Encore merci pour votre participation à ce vernissage et à la célébration de cet anniversaire.

Merci à celles et ceux qui ont contribué à la réalisation de cette exposition qui orne de belle manière notre patio Georges Séguéy.

Et longue vie à notre Institut CGT d'histoire sociale.